



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
Mise à jour du classement des installations classées pour la protection de l'environnement
exploitées par la Métropole du Grand Nancy (MGN) rue Marcel Brot à Nancy**

N° 2026/0005

AIOT : 0006207488

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'article L. 513-1 ;

Vu l'article R.512-39 du code de l'environnement qui dispose que " *l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2.*" ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2005/300 du 04 janvier 2006 modifié en dernier lieu par l'arrêté complémentaire 2019-2387 du 25 mai 2020 autorisant la MGN à exploiter un dépôt de bus et trolleys rue Marcel Brot sur le territoire de la commune de Nancy

Vu la demande présentée le 20 décembre 2024, à bénéficier du principe des droits acquis ;

Vu la notification présentée le 28 février 2025, informant de la cessation partielle de ses activités de combustion au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le courriel du 12 décembre 2025, portant son intention de reporter la réhabilitation ainsi que les opérations de détermination de l'usage futur à la fermeture de l'établissement ;

Vu le rapport de l'inspection référencé 2024_2685 du 07 janvier 2026

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 12 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel du 16 janvier 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu pour acter la reconnaissance du bénéfice d'antériorité de mettre à jour le tableau de classement des installations exploitées par la Métropole du Grand Nancy sur le territoire de la commune de Nancy figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2005/300 du 4 janvier 2006 ;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter dans les formes prévues à l'article R181-45 du code de l'environnement, le report de réhabilitation du site ;

Considérant qu'un avis du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où l'arrêté préfectoral complémentaire ne prescrit pas de nouvelles dispositions techniques et n'abroge pas de dispositions existantes.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTÉ

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Le tableau fixé à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2005-300 du 4 janvier 2006, autorisant la Métropole du Grand Nancy, située 22 viaduc Kennedy 54000 Nancy, à exploiter rue Marcel Brot à Nancy un dépôt de bus et trolleys, est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité totale des installations	Régime⁽¹⁾
1413-1-a	Gaz naturel ou biogaz, sous pression (installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs, ou autres appareils, de véhicules ou engins de transport fonctionnant au gaz naturel ou biogaz et comportant des organes de sécurité) 1. Le débit total en sortie du système de compression étant : a) Supérieur ou égal à 2 000 m ³ /h	4 compresseurs de 750 m ³ /h, soit un débit total en sortie du système de 3 000 m ³ /h	A
2930-1-a	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) la surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m ²	7 690,59 m ²	E
2930-2-b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 2. application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, sur véhicules et engins à moteur :	700 kg/an 20 kg/jour	DC

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité totale des installations	Régime ⁽¹⁾
	b) Si la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j ou si la quantité annuelle de solvants contenus dans les produits susceptibles d'être utilisée est supérieure à 0,5 t, sans que la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée dépasse 100 kg/j		
4310-2	Gaz inflammables catégories 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	1 tonne	DC

⁽¹⁾ A : Autorisation – E : Enregistrement – DC : Déclaration avec contrôle périodique

L'arrêté préfectoral complémentaire 2019-2387 du 25 mai 2020 est abrogé.

Article 2 :

Les installations de combustion font l'objet d'un mémoire de réhabilitation lors de la cessation définitive de l'ensemble des activités classées du site et de la libération des terrains associés.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- La METROPOLE du Grand NANCY

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la ville de Nancy

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le

19 JAN. 2026

Le Préfet,

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Frédéric CLOWEZ